

LAVA 04

Daniel
Zamora

Quand la gauche n'essaie plus

Entretien avec Serge Halimi

65

Alors que la gauche de gouvernement traverse la crise la plus importante de son histoire, de ses décombres émergent de nouvelles forces politiques. Comment peuvent-elles éviter le même destin ?

Daniel Zamora Les éditions Agone viennent de rééditer *Quand la gauche essayait* que tu avais initialement publié en 1993. Tu y analysais, en détail, les différentes périodes de la gauche au pouvoir en France (1924, 1936, 1944, 1981).

Ton dernier chapitre

s'intitulait déjà « la chute finale » avec les renoncements de la présidence de Mitterrand. Aujourd'hui, où en est-on ?

Serge Halimi En 1993, au moment où la première édition de mon livre est sortie, le Parti socialiste venait d'enregistrer la pire débâcle électorale de son histoire. Une sanction méritée à mon sens, même si elle débouchait sur le retour d'une droite bourgeoise et réactionnaire assez insupportable (Édouard Balladur). Mais, à cette époque, je ne marchais plus quand le Parti socialiste, après avoir mené une politique économique et sociale de droite, cherchait à remobiliser en sa faveur les électeurs de gauche en alertant sur ses affiches « Au secours, la droite revient ! ». En tout cas, en mars 1993, le PS a perdu les quatre cinquièmes de ses sièges lors des élections législatives. Le premier ministre sortant Bérégoz fut tellement affecté par ce résultat, par le fait que ses « amis » cherchèrent à le lui imputer plutôt qu'à François Mitterrand et par des soupçons relatifs à son intégrité qu'il se suicida quelques semaines plus tard. On pensait alors que le PS mettrait beaucoup de temps à se rétablir. Pourtant, dès 1995, Lionel Jospin arrive en tête de l'élection présidentielle (Jacques Chirac sera élu au deuxième tour). Encore deux ans plus tard, et la « gauche plurielle » (PS, PC et écologistes) remporte l'élection législative anticipée de 1997 et forme le nouveau gouvernement. Le rétablissement des socialistes était donc intervenu beaucoup plus vite qu'on ne l'imaginait en 1993.

Là, la situation est différente. En 2012, François Hollande a été élu avec exactement la même majorité que François Mitterrand en 1981 (51,7%), et il a bénéficié d'une majorité absolue de députés socialistes, de sénateurs socialistes, du contrôle de toutes les régions métropolitaines de France sauf une (l'Alsace), de la majorité des départements, des grandes villes. Jamais dans l'histoire de France, un président ou chef de gouvernement de gauche n'avait détenu autant de leviers de pouvoir national. Or qu'en a-t-il fait ? Un de ses ministres, Arnaud Montebourg, a bien résumé la chose : « En votant pour les socialistes, les Français ne savaient pas qu'ils votaient pour le programme de la droite allemande. »

Dans le détail, le résultat fut donc plus décevant encore que les deux septennats de Mitterrand. Nombre de promesses de gauche n'ont pas été tenues (le pacte de stabilité n'a pas été renégocié, aucune inversion de la courbe du chô-

mage n'est intervenue, il n'y a pas eu de taxe Tobin sur les transactions financières); nombre de politiques de droite mises en œuvre par Hollande ont été décidées sans avoir été annoncées (le « pacte de responsabilité », idée d'Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée, représenta un cadeau de 30 milliards d'euros aux entreprises, qui fut financé par des économies budgétaires). Par ailleurs,

Arnaud Montebourg, a bien résumé la chose: « En votant pour les socialistes, les Français ne savaient pas qu'ils votaient pour le programme de la droite allemande. »

François Hollande, Manuel Valls et le PS ont été jusqu'à renier des éléments importants de l'identité de la gauche (la « loi travail » a réduit les protections des salariés; la proposition de déchéance de la nationalité pour les auteurs d'actes de terrorisme a légitimé une idée issue de l'extrême droite). Enfin, en politique étrangère, le bilan est lamentable, le plus mauvais sans doute depuis qu'un président du conseil socialiste, Guy Mollet, avait relancé en 1956 la guerre d'Algérie et ordonné l'expédition de Suez. La France de François Hollande a, par exemple, participé à l'étranglement de la Grèce. Le « mariage pour tous » et le sommet de Paris sur le réchauffement climatique, c'est bien, mais ça ne pèse pas lourd à côté de tout ça.

Au demeurant, les électeurs de gauche ne s'y sont pas trompés. En 1993, le PS était passé de 275 à 57 députés. Il est très rare de perdre les quatre cinquièmes de ses sièges. Eh bien, l'année dernière, le PS a perdu les neuf dixièmes de ses députés (il n'en compte plus que trente!) après avoir récolté 6,3% des voix à l'élection présidentielle, à peine plus que Nicolas Dupont-Aignan (4,7%). Pour le parti du président sortant, c'est une déroute, peut-être, cette fois, les prodromes de la mort.

Tu citais Mitterrand qui déclarait déjà, en 1985, que « gauche, droite, c'est vrai que ces mots se sont un peu usés ». A lire ton livre, il se dégage rapidement l'impression qu'après 1983, la discussion politique ne se fait plus qu'à l'intérieur du cadre de l'économie de marché. Toute alternative est enterrée. L'historien Michael Scott Christofferson écrivait récemment que « le nouveau centre de 2017 émerge de l'effondrement d'une autre force politique : celle du centre constitué à la fin des années 80 ».
Tu partages cette analyse ?

En mars 1983, François Mitterrand, Pierre Mauroy et Jacques Delors opèrent un choix stratégique - l'option de ce qu'ils appellent à l'époque les « solidarités européennes » plutôt que la poursuite du « Projet socialiste » de 1980 qui, selon eux, les aurait condamnés à une forme d'autarcie économique. Or, l'Europe étant ce qu'elle est en 1983 - avec le chrétien démocrate Helmut Kohl au pouvoir en Allemagne et Margaret Thatcher au Royaume-Uni - ces solidarités européennes impliquent presque aussitôt une politique d'austérité rigoureuse. Elle prend

Serge Halimi



Serge Halimi est un écrivain et journaliste français. Il est directeur du Le Monde Diplomatique depuis 2008. Il est l'auteur de Les nouveaux chiens de garde aux éditions Raisons d'Agir et a récemment publié une réédition de Quand la gauche essayait aux éditions Agone.

le contre-pied de la relance keynésienne décidée en 1981. En substance, Paris s'aligne sur la politique monétaire de Bonn (la réunification allemande n'est pas encore intervenue) et la France va subordonner chacun des «réajustements» de sa monnaie nationale (l'euro n'existe pas encore) au consentement d'un pays, l'Allemagne, qui est le bénéficiaire du tiers du déficit commercial français... Une fois ce choix fait, la question de l'avenir du socialisme en France est réglée.

Certains le comprennent tout de suite, comme Jean-Pierre Chevènement, auteur du «Projet socialiste» de 1980. D'autres le comprennent assez vite. En 1986, Henri Emmanuelli, qui se situe alors à la gauche du PS (Benoît Hamon sera un de ses proches) résume ce qui s'est passé: «*Les socialistes ont longtemps rêvé d'une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme. À l'évidence, elle n'est plus possible. La solution, c'est de choisir clairement l'un des deux systèmes et d'en corriger les excès. Nous avons choisi l'économie de marché.*» Et, quatre ans plus tard, à un moment où le revirement du PS est devenu définitif (négocié par la gauche, ratifié par la droite, l'Acte unique européen est en place), Emmanuelli précise son analyse: «*Nous avons fait notre Bad Godesberg. Nous l'avons fait le 23 mars 1983 à onze heures du matin. Le jour où nous avons décidé d'ouvrir les frontières et de ne pas sortir du SME (système monétaire européen), nous avons choisi une économie de marché.*»

68

Le 2 juin 1982, François Mitterrand, encore offensif, déclare devant l'Organisation internationale du travail: «*J'ai dessiné trois objectifs; d'abord l'emploi au centre de la politique sociale communautaire.*» Trois ans plus tard, alors que le chômage a beaucoup augmenté depuis que les socialistes sont au pouvoir, le revirement de politique économique est complet puisque Mitterrand capitule et annonce à la télévision: «*Notre grande priorité est l'inflation.*» Le nouveau centre de 2017, Macron en somme, c'est à la fois l'aboutissement de cette conversion des socialistes au libéralisme, au monétarisme, et la volonté de ne plus s'encombrer, y compris en période électorale, des thèmes et des vocables de la gauche. Des socialistes opportunistes et dépourvus de scrupules comme Laurent Fabius se sentaient tenus de citer Jean Jaurès ou Léon Blum. Emmanuel Macron, lui, n'a cure de cette histoire et il ne s'interdit donc pas d'exprimer sa tendresse pour les productions culturelles de Philippe de Villiers qui célèbrent pourtant une France catholique et antirévolutionnaire.

Ce désastre électoral semble d'ailleurs s'étendre aux autres partis sociaux-démocrates en Europe. En Allemagne, aux Pays Bas, en Italie, en Belgique... La social-démocratie ne risque rien de moins que d'être rayée de la carte politique. Que t'inspire cette hécatombe et la renaissance, de ses décombres, de nouvelles

forces politiques comme Jeremy Corbyn ou Bernie Sanders qui contestent ouvertement le tournant néolibéral? Comment peuvent-ils échapper à ce triste destin?

Daniel Zamora



Daniel Zamora est sociologue à l'Université Libre de Bruxelles. Il a récemment publié Contre l'allocation universelle aux éditions Lux.

Le combat d'idées n'explique pas tout mais on est tout de même frappé par la pauvreté des réflexions de la social-démocratie européenne ou des démocrates américains lorsqu'ils ont cherché, ces trente dernières années, à se distinguer de leurs aînés, qui étaient plus à gauche et plus liés au monde du travail. Il y a des épreuves qu'il faut s'être infligé au moins une fois dans la vie pour mesurer cette indigence théorique. Lisez le livre de Gary Hart, *A New Democracy*, paru en 1983 quand il démarre sa campagne contre Walter Mondale qui incarne à l'époque l'aile du Parti démocrate la plus proche des syndicats américains. Ou l'ouvrage de Bill Clinton en 1996, *Between Hope and History*. Ou, en 1998, Anthony Giddens et Tony Blair, *La troisième voie et le renouveau de la social-démocratie*. Le lecteur a l'impression que son cerveau est à l'arrêt, qu'il tourne les pages d'un catalogue de clichés et de mots creux imaginés par des agences de communication. En résumé, tous ces auteurs nous disent: le passé est derrière nous, l'avenir nous tend les bras; il faut revaloriser les risques, stimuler la création; les idées nouvelles se substituent aux vieilles catégories devenues périmées; la propriété des outils de production n'est plus un vrai sujet; la coopération entre travail et capital supplante la lutte des classes, qui ne serait au fond qu'un social-conservatisme; le libre-échange, l'ouverture des frontières, enfantent une société ouverte, moderne, métissée, etc. Depuis plus de trente ans, ce salmigondis managérial sert de trame philosophique à la social-démocratie et aux bavardages des journalistes. Avec la généralisation des ordinateurs portables, on a simplement ajouté «*Il faut changer de logiciel*» à la liste des formules anciennes, type «*réalisme de gauche*», «*se réconcilier avec les entreprises*», «*faire son Bad-Godesberg.*»

Corbyn et Sanders, mais Mélenchon aussi, rompent avec ces dérives et réactualisent un discours social qui met en lumière la nature à la fois inégalitaire et destructrice de l'environnement de la logique de marché. Leurs programmes varient; parfois, notamment sur les questions de politique étrangère, Sanders donne trop de gages à ses alliés politiques, les démocrates, qui ont toujours été les gérants loyaux (voire

69

Macron est à la fois l'aboutissement de cette conversion des socialistes au libéralisme, et la volonté de ne plus s'encombrer des thèmes et des vocables de la gauche.

La social-démocratie européenne entérine dans tous les domaines la domination des classes moyennes supérieures, de la bourgeoisie cultivée.

les architectes) des politiques impériales américaines. Mais Corbyn, Sanders et Mélenchon tiennent bon pour le moment sur une ligne qui refuse tout autant le social-libéralisme et le verbiage universitaire gauchiste et postcolonial usiné dans les établissements d'élite américains - ce qui semble tenir lieu de « radicalité » dans certains milieux. Je pense ici à une obsession de la « diversité » qui célèbre toutes les identités, qui souvent les fige et les essentialise, mais à

condition qu'il ne s'agisse jamais d'identités de classes définies par le rapport à la production capitaliste.

Alors, comment les nouvelles forces dont tu parles peuvent-elles échapper au destin des partis socialistes? Il me semble que, justement, la première réponse serait de reconquérir les groupes sociaux qui constituaient l'ossature d'une coalition de gauche, ceux-là même que les politiques menées par les socialistes ont sacrifiés - et qui ne seront jamais convaincus non plus par une logomachie gauchiste moins soucieuse de gratuité de l'enseignement que de déconstruction du langage. Or il faut comprendre pourquoi les sociaux-libéraux ont abandonné le peuple. Il y a une analyse derrière. Et autant j'ai été sévère pour les productions intellectuelles à la Anthony Giddens, autant je dois admettre la qualité - et la franchise - des réflexions de Dominique Strauss-Kahn quand, il y a une quinzaine d'années, il a expliqué ce qui venait de se produire en Europe et ce qu'il entendait amplifier. En résumé, il s'agissait de théoriser la priorité donnée par les sociaux-démocrates à un électorat de classes moyennes et supérieures, et leur abandon concomitant des catégories populaires à l'extrême droite et à l'abstention. Dit plus brutalement, la préférence à ce que Christopher Lasch appelait les « minorités civilisées » sur ce que Stendhal avait nommé la « majorité crottée ».

Dans son livre *La flamme et la cendre*, paru en 2002, Strauss-Kahn, qui n'est plus à cette époque ministre de l'économie, et qui n'est pas encore devenu directeur général du FMI, explique que les socialistes ne doivent plus défendre le « prolétaire qui n'a que ses chaînes à perdre », mais plutôt des gens qui ont « hérité une culture, une éducation, parfois un tout petit peu d'argent, un appartement. Bref qui ne sont pas les plus malheureux, mais qui ne sont pas non plus les plus riches. Ils forment l'armature d'une société comme la nôtre. » En somme, ni les 20% du bas, ni même les 50% les moins riches, quand même pas (ou pas encore) le 1% du haut, mais « le groupe central ». La bourgeoisie qui possède « un tout petit peu d'argent et un appartement » devient donc la clientèle privilégiée d'un mouvement socialiste né au XIX^e siècle grâce au syndicalisme ouvrier pour unir

les prolétaires de tous les pays... Strauss-Kahn, charitable, n'oublie pas tout à fait les pauvres: il propose de « s'en préoccuper, de les aider à vivre, de les former pour essayer de les amener vers les couches centrales. » Mais il ne suggère plus de « s'appuyer sur eux, car la plupart du temps ils n'ont pas envie de participer à la vie politique, parce qu'ils s'en sentent exclus. »

Ainsi, au lieu de combattre le glissement censitaire de la vie politique dans les pays occidentaux (zéro ouvrier, quarante-six chefs d'entreprise élus à l'Assemblée nationale française en juin dernier), la social-démocratie européenne entérine dans tous les domaines la domination des classes moyennes supérieures, de la bourgeoisie cultivée. La gauche de Strauss-Kahn (c'est-à-dire aussi celle de Hollande, du SPD allemand, de Matteo Renzi, de Justin Trudeau, etc.), de plus en plus délaissée par un monde ouvrier qui sent bien qu'elle le délaisse, recherche auprès d'autres groupes sociaux l'appui à ses politiques. Assez vite, ce dédain du peuple se transforme en une peur aristocratique de la plèbe. Un peu comme le Tocqueville des journées de juin 1848, Strauss-Kahn écrit: « *Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'Histoire, mais ses irrptions s'y manifestent parfois dans la violence.* »

Pourtant, ce « groupe le plus défavorisé », ce fut longtemps le socle même de la gauche, et s'en soucier, lui donner le pouvoir, la raison d'être de son action! Il me semble donc que, dès lors que les socialistes ont abandonné ce groupe social en oubliant au passage que les ouvriers et les employés constituent encore environ 50% de la population, d'autant plus solidaires entre eux que les ouvriers et les employés se marient souvent entre eux, « les nouvelles forces de gauche » dont tu parles devraient se tourner vers eux. Le font-elles suffisamment? Je n'en suis pas certain. Essaient-elles de le faire? Je le crois.

Tu soulignes qu'hormis en juin 36, les ouvriers ont été généralement tenus à l'écart lorsque la gauche socialiste française était au pouvoir. Elle n'en a jamais vraiment fait des acteurs d'une nouvelle politique. C'est dès lors intéressant de remarquer que le retour (contre vents et marées) d'une gauche « de gauche », s'est précisément accompagné d'un retour d'une conception de la politique plus militante. A cette idée qu'être président ou premier ministre ne suffit pas à infléchir le cours des événements, à transformer le rapport de force...

Le cas de 1936 éclaire plusieurs choses mais aucune autant que le lien entre action politique et mouvement social. Le programme du Front populaire n'annonçait aucun des acquis auxquels cette période historique a été associée:

congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, etc. Et pourtant, ces dispositions ont été votées, non seulement par la gauche qui ne les avait pas inscrites dans son programme électoral, mais par une bonne partie de la droite qui avait combattu le Front populaire en estimant qu'il allait déjà beaucoup trop loin. La Chambre des députés adopta les congés payés par 563 voix contre 1, les conventions collectives par 571 voix contre 5; même la semaine de quarante heures fut votée par le score sans appel de 408 voix contre 160. Néanmoins, on ne peut pas tirer de ce précédent l'idée que le spontanéisme, l'action directe, le conseilisme seraient mille fois plus efficace que la stratégie politique, les partis, les alliances. Car, sans les accords péniblement construits entre radicaux, socialistes et communistes à partir de 1934, sans la victoire électorale et parlementaire du Front populaire qui en fut la conséquence en avril-mai 1936, il n'y aurait pas eu de mouvement social en juin. Celui-ci n'a éclaté qu'après l'annonce du résultat du scrutin, comme si les ouvriers voulaient prendre des gages, s'assurer que cette fois leur gouvernement ne les décevrait pas.

Mieux vaut cependant ne pas oublier que nombre d'acquis que nous défendons ou de «réformes» que nous combattons en ce moment ont été produits par de la politique, c'est-à-dire aussi par des majorités électorales, des lois, des décisions gouvernementales. Il serait par conséquent imprudent de renoncer à cet outil de la puissance publique, de la conquête du pouvoir, sous prétexte que nous nous en servons toujours plus difficilement que nos adversaires. Ou que cet outil, quand on s'en empare, ne nous suffira jamais s'il n'est pas simultanément adossé à des mobilisations sociales et épaulé par elles.

Pour revenir un peu sur l'actualité de 68, il y a un peu plus de dix ans Nicolas Sarkozy débutait son mandat présidentiel par un discours véhément contre l'héritage de Mai 68. C'était l'ennemi à abattre. Il était question de rétablir la « valeur travail », « l'autorité », de lutter contre le « relativisme culturel » et « moral »... De l'autre côté, François Hollande s'en revendiquait et défendait « l'utopie d'une société fraternelle ». Aujourd'hui, à l'approche des 50 ans de Mai 68, cette lutte sur la mémoire semble avoir disparu. Pourquoi ?

Non, cette lutte n'a pas disparu. Je pense au contraire que la lecture (à mon sens erronée) de Mai 68 comme un affrontement culturel et sociétal plutôt qu'économique et social projette cet événement dans le choc actuel entre deux capitalismes, l'un libéral et post-national (Macron, Renzi, Trudeau, etc.), l'autre autoritaire et nationaliste (Trump, Orban, Wauquiez-Le Pen).

Pour ceux qui, comme Régis Debray dès les années 1970, ont estimé que Mai 68 avait eu pour vocation principale de moderniser le capitalisme, de précipiter le remplacement de De Gaulle par Valéry Giscard d'Estaing dans un camp, celui du PCF et de la CGT par un PS modernisé et la CFDT dans l'autre, le fait que Daniel Cohn-Bendit, anarchiste en 1968, soit devenu un écolo-libéral chauffeur de salle d'Emmanuel Macron, doit constituer la confirmation délicate de tous leurs soupçons. Il y a un peu moins de trois ans, Cohn-Bendit dévoilait d'ailleurs la recomposition qu'il appelait de ses vœux puisqu'il annonçait : «Aujourd'hui le grand clivage, ce n'est plus gauche/droite, c'est souverainisme ou ouverture au monde et ouverture à l'Europe. Il faut en tirer les conséquences politiques. Or aujourd'hui les plus forts dans le camp des souverainistes, c'est le Front national.» Une telle dialectique avec, dans l'esprit de Cohn-Bendit, les lanceurs de pavés du Quartier latin dans le camp de Macron, et les CRS ou les manifestants gaullistes du 30 mai 1968 dans celui de Le Pen, correspond aussi à la configuration que l'extrême droite appelle de ses vœux. Mais là où les libéraux-libertaires vont opposer les partisans de sociétés ouvertes, intelligentes et mobiles aux habitants obtus de périphéries culturellement frustrées et économiquement condamnées, le Front national, tout comme Steve Bannon aux États-Unis, dresse plutôt le tableau d'un choc entre patriotes et globalistes, nationaux et mondialistes. Et réclame, comme une partie de la droite autoritaire au pouvoir en Europe de l'Est, un «Mai 68 à l'envers» (pour reprendre la formule de Pierre Rimbert sur le schisme culturel actuel en Europe).

En 2007, Nicolas Sarkozy avait compris que la défense du libéralisme à tout-va et la glorification de l'argent réclamaient une contrepartie morale et culturelle pour les éléments de sa coalition conservatrice qui n'adoraient pas forcément la modernité américaine et qui estimaient que «c'était mieux avant». D'où ses coups de trique contre Mai 68 ramené par lui à un chahut d'enfant gâté : «volonté de tout démolir», «nihilisme», «relativisme», «perte d'autorité». En 2015, au moment de démarrer sa campagne (ratée) pour être à nouveau candidat de la droite, Sarkozy prend à nouveau Mai 68 pour cible et se présente comme l'artisan d'un libéralisme autoritaire, voire disciplinaire - ce qui n'a rien de paradoxal quand on pense à Ronald Reagan ou à Margaret Thatcher, sans parler de Pinochet. Sarkozy campe alors (comme Laurent Wauquiez aujourd'hui) le rôle de dissident face aux nouveaux bien-pensants, les soixante-huitards : «Dès que quelqu'un posait une question sur l'identité française, c'était un réactionnaire. Dès que quelqu'un à l'école mettait en cause le pédagogisme et expliquait

Sarkozy prend à nouveau Mai 68 pour cible et se présente comme l'artisan d'un libéralisme autoritaire, voire disciplinaire.

Le mouvement de Mai a favorisé une critique de l'Etat autoritaire, laquelle fut ensuite utilisée par les libéraux de gauche hostiles à l'Etat social.

- quand même ! - *que l'élève n'est pas l'égal du maître, que l'élève doit se lever quand le maître rentre à l'école, que le maître n'est pas un copain, c'était un réactionnaire. Dès que quelqu'un défendait la famille, c'était un petit-bourgeois.»*

A gauche, les choses ont toujours été plus compliquées. Il y a tout de même ceux qui se souviennent (ou qui se sont un peu renseignés et qui ont appris) que 68 en France et dans le monde, ce ne fut pas seulement les affiches des étudiants des Beaux-Arts sur les murs de Paris et Daniel Cohn-Bendit à Nanterre.

Mais le mouvement de Mai a favorisé une critique de l'Etat, jugé alors autoritaire, moraliste et conservateur, laquelle fut ensuite utilisée (ou dévoyée) par les libéraux de gauche hostiles à l'Etat social et au secteur public et nationalisé. La chose ne s'est pas faite tout de suite, mais insensiblement, par récupération successive des thèmes libertaires et autogestionnaires au profit de la consommation et du marché. En profitant au passage du climat intellectuel produit, à partir de 1975, par des « nouveaux philosophes » anticommunistes et hostiles au pouvoir d'Etat.

74 Lorsqu'il affrontait Michel Rocard, François Mitterrand lui reprochait (déjà) l'idée qu'il serait possible de transformer la société sans prendre le pouvoir, sans nationaliser l'industrie et le secteur bancaire. Et il qualifiait le socialisme de la « deuxième gauche » rocardienne de « mélange paradoxal de Fourier gratiné de Proudhon et corrigé par les pères de l'Église : il a de l'homme et du travail une idée plus morale qu'économique, se fie au spontané, se méfie des structures et, faute de croire à sa capacité de transformer la société capitaliste, en retourne au saint-simonisme du père Enfantin, féru de modernisme organisationnel. Je le rejoins quand je le vois protéger l'homme, fragile produit du quotidien et de l'espérance éternelle. Je m'en éloigne quand je le vois camper au pied de la forteresse ennemie et se contenter d'emboucher la trompette, comme si les murs allaient tomber la septième fois. » Rocard lui répondait en pourfendant l'« archaïsme » centralisateur de Mitterrand, de Chevènement et de la « première gauche », leur alliance avec le Parti communiste, leur manque de prise en compte de ce que Mai 68 - dont Rocard et ses amis de la CFDT se voulaient les héritiers - avait chamboulé dans la société française. Electoralement, la première gauche l'a remporté, puisque Rocard a été battu en 1979 lors du congrès socialiste de Metz, mais politiquement c'est la version la plus libérale de la deuxième gauche qui a triomphé dès 1983. Au point qu'assez vite l'essayiste influent Alain Minc allait assimiler « libéral-libertaire » et « capitalisme soixante-huitard ».

Au fond, ceux qui façonnent généralement les représentations courantes de Mai 68 sont rapidement passés du col Mao au Rotary, pour reprendre le mot de Hocquenghem. Comment expliques-tu, de ton côté, ce passage ? S'agit-il d'ailleurs d'un passage ? Au fond, ne pourrait-on pas penser, rétrospectivement, que des gens comme André Glucksmann étaient déjà, en Mai 68, plus « antitotalitaires » que de gauche ? Est-ce d'ailleurs un phénomène propre à la France ou qu'on a pu retrouver ailleurs ?

75 Derrière la sinuosité du parcours de certains des anciens amis gauchistes d'Hocquenghem vers le Rotary, il n'y a pas eu méprise, mais accomplissement. En un sens, le discours « néostalinien » qui, dès mai 68, a insisté sur la nature petite-bourgeoise, individualiste, narcissique, du mouvement étudiant, et mis en garde contre l'instabilité politique associée aux « gauchistes » n'était pas tout à fait injustifié. C'est la loi de la montre cassée qui donne quand même l'heure exacte deux fois par jour : cette analyse est tombée juste même si elle reposait sur l'idée (fausse) que tout mouvement social que les communistes n'inspiraient pas était voué au destin d'une provocation policière ou patronale. Avant même Mai 68, une chanson de Jean Ferrat (« Pauvres petits cons ») avançait même que des « fils de bourgeois ordinaires » à qui tout était acquis n'avaient aucun droit de « parler au nom de la jeunesse ouvrière » puisqu'ils deviendraient, comme leurs pères avant eux, des piliers de l'ordre capitaliste, le service d'encadrement du prolétariat. C'était là une forme de loi sociale : la bourgeoisie retrouvait toujours ses petits. Par ailleurs, on sait bien que les métamorphoses politiques de gauche à droite sont plus fréquentes qu'en sens opposé. Elles ont en effet davantage à offrir à ceux qui les empruntent puisque le système (économique, médiatique) a toujours besoin de se régénérer en recyclant à son avantage les talents de ses adversaires.

Cependant, Mai 68 comportait dès le départ des dimensions qui l'ouvraient naturellement à la récupération. Pas seulement l'origine sociale des acteurs étudiants, mais aussi le narcissisme de quelques-uns des ténors du mouvement, leur amour du *happening* « subversif » et de ces transgressions symboliques dont toute l'histoire suggère qu'elles s'apparentent souvent à une façon plus performante d'emballer la même marchandise. En somme, une fois que Mai 68 fut amendé, épuré, réécrit, pour être débarrassé de sa dimension principale (la grève générale la plus importante de l'histoire ouvrière), et de ses acteurs les plus sincères, la « trahison » est devenue une évidence presque aveuglante. Vingt ans après, il ne restait déjà plus rien du mouvement, dans la conscience de ceux qui ne l'avaient pas vécu, que l'image sympathique mais peu dérangeante d'un chahut d'étudiants contre le moralisme bourgeois. Epuré de ses scories prolétariennes,

l'insurrection de Mai a régénéré un système en panne d'oxygène et de couleurs et un mode de production, une hiérarchie des pouvoirs que les contestataires prétendaient pourtant ne pas vouloir rendre plus performants - mais détruire.

76

